

DE L'AVENIR DE LA FRANCE.

Un des membres du gouvernement de la défense nationale Eugène Pelletan, me développait un jour, avec sa verve brillante et son éloquence imagée, cette thèse que dans les guerres modernes comme dans le jeu « *qui perd, gagne,* » le vaincu tirait plus de profit de ses défaites que le vainqueur de ses victoires. Et, en effet, disait-il, de quand date la grandeur actuelle de la Prusse? D'Iéna. C'est quand elle était couchée dans la poussière, sous les pieds de Napoléon, coupée, déchi-quetée en morceaux, épuisée de réquisitions et de contributions de guerre, ruinée, presque effacée de la carte de l'Europe, c'est au plus profond de sa chute qu'elle a jeté les bases de ces institutions qui la rendent si puissante aujourd'hui. Après 1815, la France perd ses conquêtes récentes et même un lambeau de celles de Louis XIV; elle paie un milliard aux alliés, un milliard aux émigrés, et c'est alors que commence cette période de rénovation littéraire, d'activité scientifique, de vie parlementaire, de développement industriel, qui lui donna un rôle prépondérant en Europe. En 1848, le Piémont est écrasé par l'Autriche. Il se concentre, se réforme, fonde la liberté et, grâce au prestige de la liberté, s'annexe l'Italie. La Russie est vaincue en Crimée; « elle se recueille, » suivant le mot connu de son premier ministre, elle reconnaît les causes de sa faiblesse, et pour y porter remède, elle émancipe ses serfs, se couvre d'un réseau immense de voies ferrées, et apparaît aujourd'hui plus forte que jamais. L'Autriche triomphe de la Hongrie et de l'Italie, en 1849, et jamais elle n'a été plus affaiblie qu'après ces succès; elle est vaincue en 1859 et en 1866, et ses revers la délivrent de la théocratie et du despotisme, et lui

valent la jouissance de toutes les libertés et les sympathies de toute l'Europe.

La thèse de M. Pelletan a beaucoup de vrai. Elle revient à ce principe admis par le christianisme et par tous les systèmes d'éducation, que le châtement est salutaire et que la peine est la condition de l'amélioration. En tout cas, les exemples de l'histoire contemporaine sont de nature à donner bon espoir à la France. Je ne sais qui a prononcé ce mot affreux : *Finis Galliaë*. Il ne dépend que de la France de donner à cette sinistre prophétie le plus éclatant démenti.

L'année 1870 peut devenir pour elle la date d'une rénovation complète et le commencement d'une nouvelle ère de gloire sérieuse et de progrès réels. Jules Favre a dit qu'elle avait peut-être besoin d'une épreuve pour la laver de ses souillures. Un bain de sang est une horrible métaphore. En réalité, ce peut être une source de rajeunissement, mais à une condition, c'est qu'elle sache tirer des événements les enseignements qu'ils renferment et qu'elle soit assez raisonnable pour en faire son profit. Voyons donc quels sont ces enseignements dont la France est tenue de profiter pour se relever des revers qu'elle a subis.

D'où vient que l'Allemagne l'ait emporté sur la France, qui était aussi peuplée, plus riche et plus belliqueuse? Tout le monde répond : C'est parce que l'Allemagne avait l'enseignement obligatoire pour tous, le service militaire obligatoire pour tous, le *Schulpflichtigkeit* et le *Dienstpflichtigkeit*. On l'avait déjà dit en 1866, à Sadowa, ce n'est pas le fusil à aiguille qui a vaincu, mais le maître d'école.

Cela est bien plus vrai encore en 1870, attendu que le chassepot valait incomparablement mieux que le fusil à aiguille. On ne peut le crier trop haut, c'est l'ignorance qui a compromis le sort de la France. Ignorance de la diplomatie, qui ne connaissant ni l'histoire, ni la langue, ni les tendances de l'Allemagne, a trompé l'Empereur sur l'attitude que prendraient les divers États; ignorance des généraux, qui n'avaient étudié ni l'organisation des Prussiens, ni leur tactique, ni leurs progrès, ni les leçons de la campagne de 1866, ni les vues de leurs chefs; ignorance des officiers qui, habitués à se battre contre les Arabes, ont toujours été surpris, déroutés, égarés dans leur propre pays; ignorance des soldats, qui considérant l'Allemand comme une brute qu'on chasse à coups de crosse, ont perdu leur aplomb quand ils ont rencontré en face d'eux des hommes déterminés, connaissant le terrain mieux que leurs capitaines, et

sachant faire de leurs armes inférieures un usage beaucoup plus intelligent et plus meurtrier; ignorance sans bornes de la presse, criant : *A Berlin!* comme s'il s'agissait d'une simple promenade militaire.

Qui ne connaît les immenses sacrifices que l'Allemagne a faits pour le progrès et la diffusion de la science, dépensant, par exemple, un demi million, à Bonn, pour un laboratoire de chimie, un million, à Heidelberg, pour le laboratoire de physique. Le petit Wurtemberg consacrait plus d'argent à l'enseignement supérieur que la grande France. Chose inouïe, celle-ci se faisait des rétributions des élèves universitaires une source de revenu ! Elle donnait sans compter 50 ou 60 millions pour le nouvel Opéra ; elle refusait un million pour des maisons d'école. L'an dernier, sur le pont du steamer la *Guyenne*, qui nous transportait à l'inauguration de l'isthme de Suez, M. Duruy, — le seul homme de valeur qui ait servi le régime impérial — me racontait ses déboires au ministère de l'instruction publique. Il voulait introduire l'enseignement obligatoire ; l'Empereur le soutenait ; il eut tous les autres ministres contre lui. Il avait organisé 15,000 écoles du soir pour les adultes ; c'est à peine s'il parvint à arracher 100,000 fr. à la stupide résistance du conseil d'État. Tout le système d'instruction publique était à réorganiser, et il n'obtenait rien. On préférerait employer l'or du pays à entretenir des corps de balet, à bâtir des casernes et des palais, à dorer les grilles, les monuments, le dôme des Invalides, le toit de la Sainte-Chapelle, etc. C'est en vain que des hommes comme Jules Simon, Pelletan, Duruy, Jules Favre criaient chaque année : *Il faut des millions pour l'instruction, ou la France est perdue!* On ne les écoutait pas. On ne refusait rien au plaisir, au luxe, à l'ostentation ; on refusait tout à l'enseignement.

Les maux que l'ignorance cause à la France, pendant la guerre, ne sont pas comparables à ceux dont elle est menacée pendant la paix. Les uns, quelque cruels qu'ils soient, sont passagers, les autres sont permanents. Par le suffrage universel, la France a remis la décision de ses destinées aux mains des foules, complètement incapables de discerner leur véritable intérêt et encore moins ce que réclame le salut et la prospérité du pays. Entraîné par la légende napoléonienne — la pire des maladies dont un peuple puisse être atteint — le suffrage universel a par trois fois et avec un sincère enthousiasme remis le pouvoir absolu aux mains du héros de Boulogne, et obéissant

aux préfets, les paysans ont toujours choisi des hommes très-médiocres, mais complètement dévoués au pouvoir personnel. Partout et toujours, le despotisme a été le fruit naturel de l'ignorance. Maintenant que les foules aveugles ne pourront plus voter pour l'homme de Sedan, il est à craindre qu'elles ne choisissent les représentants les plus extrêmes des opinions opposées — des socialistes, des légitimistes, des ultramontains, des conservateurs enragés — qui, par leurs luttes acharnées, feront désirer le retour de l'ordre, même au prix de la liberté.

Que l'exemple de la France serve au moins de leçon aux autres peuples. Rien n'est plus funeste à l'émancipation des classes inférieures elles-mêmes que de leur donner le droit de voter avant qu'elles aient assez de lumières pour le faire avec discernement. Voulez-vous établir le despotisme soit, directement, par le prestige d'un grand nom, soit indirectement, en passant par l'anarchie, donnez le suffrage à la foule ignorante.

Avec l'enseignement obligatoire, il faut le service militaire universel. Je voudrais, quant à moi, non le système prussien, qui constitue une charge trop lourde, mais le système suisse combiné avec celui de la Prusse (1). Le service universel convient aux nations démocratiques : voyez toutes les Républiques de l'antiquité. Il forme une armée vraiment patriotique, il trempe le caractère, combat la mollesse qui nous envahit, prépare une force immense sans grands frais et inculque la discipline et l'obéissance, qualités peu estimables sous un gouvernement despotique, mais essentielles sous un gouvernement libre. L'armée doit devenir l'école d'adultes de tous les citoyens. C'est ainsi que s'est retrempée l'Allemagne. Il faut voir dans M^{me} de Staël ce qu'étaient les Allemands au commencement de ce siècle : mous, épais, endormis, sans ressort, sans patriotisme, masse inerte que Napoléon pétrissait à son gré dans sa main de fer. La réforme de Sharnhorst a fait ces hom-

(1) J'ai exposé les avantages de ce système dans un ouvrage publié récemment au sujet de l'Allemagne : *La Prusse et l'Autriche depuis Sadowa*. M. Buloz, qui prévoyait le danger, m'ayant demandé d'aller étudier sur place les conséquences de la guerre de 1866, j'exposai dans la *Revue des Deux-Mondes*, les conclusions suivantes : L'unité de l'Allemagne est inévitable. Si la France ne se montre pas hostile, elle se fera au profit de la liberté. Si la France déclare la guerre, elle se fera au profit du militarisme et de la Prusse. En tout cas, la France doit se hâter de décréter l'enseignement obligatoire et le service militaire universel, comme devoirs du citoyen. — Je crois encore qu'il faudra en venir là. Je préconisais aussi la formation locale de l'armée par province et district, comme en Prusse.

mes de la landwehr qui, devant Metz, se sont laissés tuer plutôt que de reculer. L'exercice, la gymnastique, les marches, les manœuvres, la natation, appris à tous, la culture régulière des forces physiques, ajoutée à la culture des forces intellectuelles, voilà ce qui transforme vite une nation. L'Angleterre aussi devrait, à côté de ses corps d'élite permanents, généraliser le service de la milice. L'Anglais de la classe aisée se donne une éducation physique et morale qui vaut mieux peut-être que celle de la bourgeoisie du continent; mais l'ouvrier des usines, et surtout celui des campagnes, aurait grand besoin d'être soumis tout au moins au régime de l'armée suisse.

La France ira certainement jusqu'au système prussien. C'est ce qu'elle fera le plus facilement, car il ne s'agira que de mettre en œuvre ses instincts guerriers. Mais cela ne suffit pas; il faut qu'elle extirpe certaines traditions qui lui ont porté malheur et qui lui viennent de l'Empire et de la révolution.

Les écrivains les plus populaires de la France ont chanté sur tous les tons les gloires de l'Empire. Les vieux soldats en ont fait dans les campagnes une vraie religion, plus puissante souvent que l'ancienne. L'idée universelle était que la France avait perdu ses frontières naturelles, sa légitime prépondérance, et qu'elle devait la reconquérir à tout prix. Dans la *France nouvelle*, on voit M. Prévost-Paradol, un des amis les plus éclairés de la vraie liberté, réduit au désespoir, parce qu'il croit qu'à la fin du siècle, il y aura 70 millions d'Allemands, 90 millions de Russes, 160 millions d'Anglo-Saxons et seulement 45 millions de Français, vu que ceux-ci ont moins de place et procréent moins d'enfants. Les « radicaux » du temps de Louis-Philippe voulaient forcer ce roi clairvoyant et pacifique à faire la guerre tantôt à la Russie, pour la Pologne, tantôt à l'Angleterre, pour l'affaire Pritchard, tantôt à l'Europe, pour Mehemet-Ali. Si Louis-Philippe a résisté à toute réforme électorale et parlementaire, au risque d'une révolution, c'est parce qu'il craignait l'avènement du parti radical, qui l'aurait entraîné dans la guerre. Ce que la France doit comprendre, c'est cette vérité que les Anglais seuls, je crois, aperçoivent clairement aujourd'hui, à savoir que prétendre maintenir une prépondérance quelconque ou même l'équilibre des puissances, en présence des forces économiques en œuvre partout, est aussi chimérique que de vouloir arrêter le mouvement de la terre. Rien ne peut empêcher que, dans un siècle d'ici, l'Amérique ne contienne

200 millions d'Anglo-Saxons. Et si la Russie, après avoir affranchi ses serfs, leur donne de l'instruction et la liberté, elle grandira dans les mêmes proportions, quoique plus lentement. L'Angleterre et la France doivent-elles s'épuiser en guerres ruineuses et en vaines intrigues pour s'opposer à ce qui est inévitable? D'ailleurs, les peuples sont-ils heureux et glorieux en raison du nombre de leurs habitants et de leur prépondérance militaire? Non; car qui a rendu plus de services à l'humanité que la Judée et Athènes? Quels sont les États les plus heureux aujourd'hui? N'est-ce pas la Suisse et la Belgique, ou plutôt Saint-Marin et le Val d'Andorre? Il faut que la France extirpe jusqu'à la racine ses rêves de suprématie militaire et ses souvenirs de gloire impériale, qu'elle jette aux vents les restes de l'homme funeste qui l'a conduite à Waterloo, et par la puissance de son nom, au 2 Décembre et à Sedan; qu'elle débaptise ses ponts d'Iéna, d'Austerlitz, de Magenta, ses boulevards de Sebastopol, du Trocadero, ses rues de Rivoli et de Castiglione; qu'elle efface de ses livres et de ses monuments tout ce qui peut infecter la jeunesse de cette funeste soif de gloire militaire (1); qu'elle comprenne que l'intérêt et le devoir d'un pays ne consistent pas à faire équilibre à ses voisins, mais à répandre dans tous les rangs de ses propres populations l'aisance et l'instruction. Voilà la source de la véritable force.

Si la France s'obstine à vouloir être plus forte par ses armées que la Russie et l'Allemagne, plus forte que l'Angleterre et l'Amérique par ses flottes, elle devra s'imposer des charges énormes qui pèseront sur l'industrie. Celle-ci se plaindra plus encore que par le passé de ne pouvoir lutter contre l'étranger. On reviendra au protectionisme, et tout progrès économique sera arrêté. Il est temps que la France adopte la même politique extérieure que l'Angleterre. Au lieu de promener son drapeau dans les quatre parties du monde, comme récemment encore s'en vantait l'Empereur, elle doit consacrer toutes ses

(1) L'Allemagne, avec son César victorieux, est déjà infectée de la maladie du *chauvinisme* militaire. La conquête de l'Alsace, si elle l'effectue au mépris du droit des populations de disposer de leur sort, lui coûtera cher. La liberté sera menacée par les nombreuses armées qu'il faudra maintenir. Elle perdra toute sécurité au dehors, car elle sera toujours menacée par une nation puissante et belliqueuse de 58 millions d'âmes. L'Alsace sera pour elle ce que la Vénétie a été pour l'Autriche, une cause d'irréparable faiblesse. Cette application du vieux droit de conquête, si elle a lieu, sera un immense malheur pour l'Europe, qui aura toujours une guerre nouvelle en perspective, et pour la civilisation qui souffrira cruellement d'une hostilité permanente entre l'Allemagne et la France.

ressources à rendre le peuple capable d'exercer sagement les droits électoraux qu'elle lui a accordés trop tôt.

La politique extérieure du dernier gouvernement français n'a été qu'une série de contradictions. — On peut comprendre deux politiques. La première consiste à vouloir imposer partout au dehors son influence ou sa suprématie, et par conséquent à maintenir, tant qu'on le peut, ses voisins faibles, divisés, dépendants. La France aurait donc dû s'opposer nettement à l'unité de l'Italie d'abord, à l'unité de l'Allemagne ensuite. C'est là la politique ancienne, défendue avec tant de talent et d'éloquence par M. Thiers quand il lançait cette parole prophétique : « Vous n'avez plus une faute à commettre. » Cette politique est étroite et elle est vaine, car elle ne peut empêcher des concentrations de forces amenées par la marche des idées et des intérêts économiques, mais elle peut les retarder. Ainsi, il est certain que si le gouvernement français n'avait pas favorisé l'unité italienne, l'unité allemande ne se serait pas faite si tôt.

Il y a une autre politique, qui consiste à ne pas se mêler des affaires des autres peuples et qui se félicite quand l'un d'eux arrive à constituer son unité nationale, conformément à ses vœux, et à acquérir plus de cohésion, plus de richesses, plus de lumières, plus de forces de tout genre, parce que l'échange permet à chacun d'en profiter et que la félicité de l'humanité entière s'en trouve accrue. Ceci est la vraie politique moderne, celle que l'Angleterre poursuit maintenant. Malheureusement, Napoléon III a suivi alternativement les deux politiques, de façon à perdre les avantages et à recueillir les inconvénients de l'une et de l'autre. Il n'a favorisé le développement des nationalités nouvelles que pour s'en faire des ennemies. Il déclare la guerre à la Russie et va au Mexique pour soutenir les races latines contre la prépondérance anglo-saxonne. Politique d'équilibre qui lui fait deux puissants ennemis. Il combat pour l'Italie, mais lui refuse Rome et se fait ainsi détester par les Italiens, sans satisfaire le parti ultramontain. Affaiblissant l'Autriche, il prépare les triomphes de la Prusse, qu'il favorise même directement en 1866. Il proclame la théorie des grandes agglomérations; puis immédiatement après il se tourne vers l'Autriche, visite l'empereur François-Joseph, dresse la fameuse barrière du Main, inquiète et menace la Prusse; enfin se croit réduit à attaquer l'État dont il a de ses propres mains préparé la grandeur. Il est difficile d'imaginer une conduite mieux faite pour conduire aux abîmes.

La France se trouve entraînée vers la politique ancienne d'équilibre par ses traditions dynastiques et ses aspirations à la suprématie en Europe, vers la politique moderne de non-intervention extérieure et de développement intérieur par l'opinion de ses publicistes les plus clairvoyants. Sous les deux Napoléon la première lui a été funeste; qu'elle adopte donc résolument la seconde et surtout qu'elle y reste fidèle.

Si, après le plébiscite, Napoléon avait désarmé, en proclamant qu'il ne voulait pas intervenir dans les affaires intérieures de l'Allemagne, il aurait forcé la Prusse au désarmement, car jamais le midi n'aurait accepté les charges militaires prussiennes, et déjà, dans la Confédération du Nord, la Diète réclamait des économies. Toute crainte disparaissant du côté de la France, le mouvement pacifique eût été irrésistible. Les écrivains et les hommes qui ont poussé la France dans une attitude, et une politique d'agression l'ont empêchée de triompher de sa rivale sans coup férir, par la paix et par la liberté.

Il est une autre difficulté que va rencontrer la France républicaine : c'est le règlement des rapports de l'Église et de l'État. Le parti libéral pense qu'il faut abolir le concordat, supprimer le budget des cultes, renoncer à tout droit d'ingérence dans les affaires ecclésiastiques, en un mot, établir, comme dans l'Union américaine, l'Église libre dans l'État libre. On peut, certes, invoquer à l'appui de ce projet les meilleures raisons, mais si le clergé catholique y voit un attentat à ses droits, la République résistera-t-elle aux attaques qui sans relâche retentiront dans 40,000 chaires et dans 80,000 confessionnaux? Si pour les réduire au silence on a recours aux sévérités de la loi, c'est une persécution religieuse, comme en 1793, et l'on en connaît les dangers. Il faut être catholique et vivre dans un pays catholique pour comprendre toute la difficulté de la situation. Dans un pays protestant, on ne peut s'en faire nulle idée. Prenons un exemple récent. M. Esquiros, un homme doux et modéré, comme l'affirmeront tous ceux qui l'ont connu en Angleterre, décrète, à Marseille, l'expulsion des jésuites. C'est une odieuse violation de la liberté, s'écrie-t-on de toutes parts. Sans doute, la mesure est absolument inopportune au moment où l'on a besoin du concours de tous pour repousser l'ennemi hors du territoire. Mais pour la justifier, voici ce que disent ses partisans. Les jésuites enseignent les doctrines ultramontaines; ces doctrines condamnent absolument les libertés modernes; si donc toute la jeunesse est formée par

eux, ces libertés seront anéanties. Il nous faut ainsi choisir entre la liberté des jésuites aujourd'hui et celle de la France demain. Nous n'hésitons pas à sacrifier la première à la seconde.

Ce raisonnement doit avoir quelque apparence de fondement, puisque les Suisses, qui sont gens sensés et calmes, ont fait de l'ostracisme des jésuites une des clauses du pacte fédéral. Cela paraîtra étroit et intolérant, même au parti que l'on appelle avancé. Celui-ci ne s'inquiète plus beaucoup des questions religieuses; on les a dépassées, pense-t-il; le joug des anciennes superstitions est secoué. Ces querelles dogmatiques ne sont que de vieilles niaiseries sans importance. Voici pourtant un fait qui doit faire réfléchir ceux qui ne veulent demander de leçons qu'à l'observation exacte des faits. D'où vient que les institutions libres ne semblent prendre racines et réussir dans aucun État catholique, pas plus en Europe qu'en Amérique? En voici les raisons. Premièrement, dans les pays catholiques, l'instruction est singulièrement négligée. En France, le pays catholique le plus avancé sous ce rapport, la proportion des illettrés est d'environ un tiers. Cette ignorance provient de ce que les pratiques du culte n'exigent pas la connaissance de la lecture et de ce que le clergé, craignant la trop grande clarté pour ses dogmes, se montre peu disposé à favoriser la diffusion des lumières. Secondement, le Pape, désormais infallible, condamne comme une hérésie et une peste la liberté des cultes, la liberté de la presse, toute l'organisation actuelle des sociétés. Ceux qui défendent le régime dit de 1789 sont ainsi conduits à faire au clergé une guerre défensive, mais acharnée. Comme il est impossible d'attaquer le clergé sans que la religion soit atteinte, le sentiment religieux est fortement ébranlé. Ce sentiment étant encore l'unique base de la moralité, celle-ci baisse et se relâche à son tour. Le relâchement des mœurs a toujours produit l'affaiblissement des caractères. Or, sans mœurs et sans caractères, la liberté est impossible. Un État divisé en lui-même ne peut subsister, dit l'Écriture. Combien cela est vrai surtout quand la division porte sur le fond même de la vie morale!

En outre, considérez que le clergé ayant dans les mains les femmes, les enfants et les paysans, dispose d'une force énorme, incalculable. Il sera donc très-difficile de fonder solidement un régime que l'Église romaine attaque avec toutes les forces dont elle dispose. Si la République dure en France, nous verrons

recommencer avec plus de violence que jamais l'ancienne lutte entre les principes de la révolution et ceux de l'Église catholique, qui a déjà causé tant de désastres et coûté tant de sang. Cette lutte paraît désormais sans issue depuis que le Pape a déclaré que les deux principes sont aussi inconciliables que le bien et le mal, l'obscurité et la lumière. La France n'étant pas plus prête à renoncer au catholicisme qu'à renoncer aux principes modernes, il est impossible de prévoir toutes les difficultés qui sortiront de ce conflit.

La France restera-t-elle en république? Généralement on en doute. Cependant, ce serait évidemment ce qu'elle aurait de mieux à faire. D'abord, c'est le régime qui divise le moins, comme l'a dit M. Thiers en 1848. Ensuite, maintenant qu'il y a un prétendant de plus, — le prince impérial, — les dangers qui menaceraient toute restauration seraient plus grands que jamais. Le nouveau souverain aurait contre lui non-seulement deux ou trois prétendants évincés, mais tous les républicains, qui ne lui pardonneraient pas d'avoir immolé de nouveau la république. Il aurait ainsi à lutter contre les hommes les plus actifs, les plus décidés de la nation. Il serait obligé de maintenir le suffrage universel et la liberté de la presse. Or, un prince, même issu de la famille si pleine de mérites des d'Orléans, pourrait-il résister longtemps à ces instruments de démolition? Il aurait bientôt contre lui la majorité des électeurs dans les grandes villes, et se trouverait ramené par suite dans la position qui a conduit Napoléon III à sa ruine, c'est-à-dire forcé de prendre à l'intérieur de vigoureuses mesures de compression, ou bien de chercher des diversions à l'extérieur. — Nous aurions donc de nouveau une période d'une vingtaine d'années de discordes intestines, suivies d'un nouvel effondrement, et ce serait toujours à recommencer.

La difficulté de fonder la monarchie en France tient à plusieurs causes. Premièrement, la royauté n'exerce plus de prestige et n'inspire plus de respect. Or, comme l'a très-bien démontré M. Bagehot, c'est là une des conditions essentielles de tout pouvoir héréditaire. Secondement, la royauté a si peu réussi et s'est écroulée si souvent qu'elle ne semble pas présenter plus de garanties de stabilité qu'une présidence républicaine, — et dans ces conditions, elle offre cet inconvénient particulier qu'au lieu de la crise d'une élection présidentielle tous les quatre ans, — qu'on pourrait d'ailleurs éviter en supprimant le président élu, — on a la crise bien plus grave d'une révo-

lution tous les quinze ou dix-huit ans. Troisièmement, le souverain, cherchant naturellement à s'appuyer sur les éléments conservateurs, est amené à donner la main au clergé. Or, les hommes les plus éclairés et les plus énergiques de la nation sont hostiles à l'influence cléricale; ils ne tarderaient donc pas à déclarer la guerre au souverain. C'est ce qui a perdu Charles X. Quatrièmement, la jeunesse est attirée vers la république, parce qu'elle lui rappelle les gloires d'Athènes, de Rome et de la Révolution française, dont on enflamme son imagination. Cinquièmement, on répète de tous les côtés que les progrès inévitables de la démocratie doivent amener partout l'avènement de la république, et le spectacle de la prospérité prodigieuse de l'union américaine fait croire que l'Europe jouirait de la même félicité si elle adoptait les mêmes institutions. Enfin, sixièmement, en voyant l'horrible guerre, maudite par tous les peuples, dans laquelle la querelle de Napoléon avec le roi de Prusse, au sujet du trône d'Espagne, a précipité deux grandes nations, beaucoup de gens très-conservateurs en sont arrivés à détester les monarques et le système monarchique.

En présence des difficultés si nombreuses et si graves que rencontrerait l'établissement de la monarchie en France, on se persuade que ce pays agirait sagement en conservant le régime où la tempête l'a jeté, quand même les hommes qui le représentent n'arriveraient pas à accomplir la tâche héroïque qu'ils se sont imposée, à savoir l'expulsion de l'ennemi. Mais dans le choix d'un gouvernement, les nations sont déterminées, non par des considérations théoriques, ou par des prévisions lointaines de l'avenir, mais par les nécessités du moment. Aujourd'hui plus que jamais un gouvernement est tenu de donner assez d'ordre et de sécurité pour que l'industrie et le commerce puissent marcher et procurer aux millions d'ouvriers qui vivent du salaire l'occasion de gagner leur pain quotidien. Jadis dans l'antiquité et au moyen-âge, les sociétés pouvaient supporter une forte dose d'anarchie, parce que les relations de l'échange étant très-bornées, le cercle de la production et de la consommation économique n'était pas facilement troublé. Maintenant que la division du travail, l'emploi des machines et l'intervention du crédit ont singulièrement compliqué tout le mécanisme social, l'anarchie amène bientôt la ruine pour les maîtres et la famine pour les travailleurs. Alors, les premiers invoquent l'appui d'un bras de fer pour ramener l'ordre; les

seconds, au contraire, attendent un remède de mesures révolutionnaires qui augmentent encore le désarroi général, la contraction du crédit, la défiance universelle, la suspension des affaires. Ces profondes discordes provoquent les guerres civiles qui, à Rome, en Grèce, comme dans les républiques du moyen-âge, ont toujours fait considérer le despotisme comme l'unique port de salut.

En France, après 1848, presque tout le monde, de bon ou de mauvais gré, s'était rallié à la République. Par la bouche de Lamartine, elle avait annoncé, en paroles d'une séduisante poésie, qu'elle apportait au monde la paix entre les nations et l'harmonie entre les classes. La France et l'Europe étaient remplies d'espoir. Mais voilà la question sociale qui surgit. Les ouvriers demandent le droit au travail et l'organisation du travail. Louis Blanc, Considerant, Pierre Leroux, Proudhon se font l'organe de ces réclamations, qui ne pouvaient aboutir à rien de pratique. En juin, la dissolution violente des ateliers nationaux fait couler des flots de sang. Tous les anciens royalistes et les paysans s'épouvantent; le « spectre rouge » les remplit des plus folles terreurs, et tous se précipitent lâchement dans les bras du neveu du tyran qui avait perdu la France en 1815.

Les républicains purs font un crime aux socialistes d'avoir soulevé la question ouvrière, parce qu'ils ont ainsi, disent-ils, perdu la république. Ce reproche n'est pas fondé, car d'abord cette redoutable question surgissait d'elle-même, puisqu'elle fermentait déjà en Angleterre, et que depuis elle a envahi tous les pays du continent; ensuite, nous ne savons pas si l'avenir n'y verra pas le principal et peut-être l'unique mérite de la révolution de 1848. Les vrais, les grands coupables furent tous ceux qui votèrent pour Louis-Napoléon par crainte du communisme, et leur lâcheté dérivait de leur ignorance. S'ils avaient réfléchi, ils auraient compris que nul pays au monde n'est plus à l'abri du communisme que la France, où plus de vingt millions de personnes ont une part plus ou moins grande de la propriété. Malheureusement les terreurs imaginaires sont aussi dangereuses que les craintes bien fondées. Mais il est temps que les propriétaires français fortifient leurs nerfs et ouvrent les yeux. Un peuple qui n'a pas assez de sang-froid pour supporter la discussion des questions sociales, doit renoncer à la liberté, car désormais ces débats deviendront de plus en plus généraux et violents.

A moins que la guerre actuelle n'abatte singulièrement les classes laborieuses, la République ne manquera pas d'évoquer les mêmes problèmes qu'en 1848. Ils sont la conséquence inévitable du conflit qui s'élève entre les sentiments que le christianisme a répandus et les droits que l'époque moderne reconnaît aux classes inférieures d'une part et d'autre part la condition économique de celles-ci. L'Évangile est plein d'idées égalitaires. Il apporte la bonne nouvelle aux pauvres, il leur annonce le règne de la justice, il condamne les riches; saint Paul dit que celui qui ne travaille pas ne doit pas manger. Tout cela n'est qu'un idéal sans doute; mais cet idéal doit nécessairement enflammer ceux qui ont intérêt à le croire réalisable. En outre, les constitutions modernes reconnaissent tous les hommes comme égaux et accordent à tous le droit d'intervenir également dans la nomination de ceux qui font les lois. Cependant, quel est le sort du plus grand nombre? Évidemment il n'est pas tel que les sentiments ordinaires d'humanité peuvent nous faire désirer qu'il soit, et il n'est personne qui n'avoue que, dans l'intérêt de la justice et du bien général, la part de ceux qui fournissent le travail devrait être plus grande. Voilà ce qui porte les ouvriers à chercher de toutes les façons un moyen d'augmenter le salaire et à réclamer au besoin l'intervention des lois pour atteindre ce but. Malheureusement on n'a trouvé aucun système qui puisse donner satisfaction à ces vœux, et ce système, existât-il en théorie, ne pourrait être mis en pratique immédiatement, parce que toute transformation économique ne s'opère jamais que très-lentement.

Mais la proclamation de la République a pour effet nécessaire de surexciter les espérances des classes inférieures. La République leur apparaît comme une terre promise où le lait et le miel doivent couler pour tout le monde, où la condition de l'ouvrier doit nécessairement et promptement s'améliorer. Le peuple est le vrai souverain: comment le souverain pourrait-il être réduit à souffrir des privations? N'est-ce pas lui qui nomme les législateurs et ainsi fait faire les lois? Pourquoi n'imposerait-il donc pas des lois déterminant un partage plus égal, plus équitable des produits du travail?

La difficulté que nous signalons est inhérente à la constitution même des sociétés démocratiques. De tout temps, depuis Aristote jusqu'à Montesquieu, tous ceux qui ont approfondi les questions politiques ont dit que sans l'égalité des conditions la démocratie ne peut subsister, et qu'elle marche à sa ruine dès

que l'inégalité devient trop visible. L'inégalité mécontente les classes les moins aisées; elles veulent y porter remède par des lois; les plus aisés résistent; la guerre civile éclate et de l'anarchie sort le despotisme. Dès 1857, Macaulay annonçait que les États-Unis passeraient aussi par cette épreuve :

« Un jour viendra dans l'état de New-York où la multitude, entre une moitié de déjeuner et la perspective d'une moitié de dîner, nommera des législateurs. Est-il possible de concevoir un doute sur le genre de législateurs qui sera nommé? D'un côté, un homme d'État prêchant la patience, le respect des droits acquis, l'observance de la foi publique; de l'autre côté, un démagogue déclamant contre la tyrannie des capitalistes et des usuriers, et se demandant pourquoi les uns boivent du vin de Champagne et se promènent en voiture, tandis que tant d'honnêtes gens manquent du nécessaire. Lequel de ces deux candidats, pensez-vous, aura la préférence de l'ouvrier qui vient d'entendre ses enfants lui demander plus de pain? J'en ai bien peur, vous ferez alors de ces choses après lesquelles la prospérité ne peut renaître. Alors, ou quelque César, quelque Napoléon prendra d'une main puissante les rênes du gouvernement, ou votre république sera aussi affreusement pillée et ravagée au ^{xx}e siècle, que l'a été l'empire romain par les barbares du ^{ve} siècle, avec cette différence que les dévastateurs de l'empire romain, les Huns et les Vandales, venaient du dehors, tandis que vos Barbares seront les enfants de votre pays et l'œuvre de vos institutions. »

Aux États-Unis, le danger signalé par Macaulay n'éclate pas encore, parce qu'il y a place pour tout le monde « au banquet de la vie » et que chacun, ou est propriétaire, ou peut le devenir et gagne en tout cas de très-grands salaires. Mais tôt ou tard l'épreuve attend toutes les sociétés civilisées. Partout on étend le suffrage jusqu'à ce qu'il devienne universel. Puis, le moment arrive où le peuple veut user de son droit de légiférer pour changer les lois qui règlent la distribution de la richesse. Alors éclate la lutte où la liberté périt. L'avenir paraît être celui-ci : ou bien le progrès amènera une plus grande égalité, et alors des institutions démocratiques et libres s'établiront pour la consacrer et la maintenir, ou bien l'inégalité ne sera pas corrigée et ira croissant comme dans l'antiquité, et alors il faut renoncer à la liberté.

Beaucoup de signes indiquent qu'il ne faut pas désespérer. Les classes laborieuses plus instruites arriveront par l'épargne et par l'association à prendre leur part dans la propriété industrielle ou territoriale. Les classes supérieures faciliteront ce

mouvement d'émancipation par la suppression ou la réforme des lois qui y font obstacle. Seulement, même dans les conditions les plus favorables, ce mouvement sera très-lent, exactement comme celui qui a amené la bourgeoisie au niveau qu'elle occupe maintenant, et malheur au pays qui voudrait le hâter par la violence ! Il ne ferait que le retarder. C'est là le plus grand danger qui menace la France dans l'avenir.

Pour résister à la tempête, la France possède une ancre de salut plus solide que les autres États, sauf les États-Unis, c'est la diffusion de la propriété foncière entre un très-grand nombre de familles. La masse profonde des paysans propriétaires offre des éléments de conservation invincibles. Mais ils sont aussi très-disposés à s'alarmer et à voter pour un souverain, fût-ce un soliveau ou une grue, pourvu qu'il promette l'ordre et la tranquillité. Voilà ce qui menace l'établissement de la république. Ajoutez à cela que les bourgeois riches, en France, ont toujours eu horreur de la libre discussion, et que dès 1830 ils dissipaient à coups de crosse et condamnaient à la prison les saint-simoniens, parce que ces réformateurs discouraient en public sur les réformes sociales. Paysans et bourgeois, auront-ils plus de courage aujourd'hui ? Il le faut ; le salut est à ce prix.

Le point capital est de savoir quelles seront les dispositions des ouvriers des villes après la fin de la guerre. En 1848, les ouvriers de Paris ont prononcé une parole sublime et naïve : « Nous mettons trois mois de gêne au service de la République. » Ils espéraient que ces trois mois auraient suffi pour réorganiser la société et améliorer leur condition. S'ils ont conservé les mêmes illusions, comme elles seront nécessairement déçues, de graves désordres seraient de nouveau à redouter, surtout dans un pays dévasté par tant de ruines. Mais il serait possible aussi que les malheurs mêmes de la guerre eussent pour effet de calmer de périlleuses impatiences et d'empêcher les discordes civiles. Le péril réside dans la lutte des classes. Or, la haine de l'ennemi réunit toutes les classes dans un sentiment commun plus fort, plus absorbant que tous les autres. Combien de temps ce sentiment persistera-t-il après le départ des Prussiens ? Voilà la question. S'il n'était pas vain de croire que la voix des étrangers puisse se faire entendre dans une pareille crise, c'est à la bourgeoisie française que la presse anglaise devrait s'adresser pour lui faire comprendre que l'avenir de son pays dépend non de son courage militaire, mais de son cou-

rage civil. Si la bourgeoisie ne s'effraie pas de quelques désordres locaux, si elle ne s'épouvante pas des discours de certains rêveurs et des violences d'une poignée d'énergumènes, si elle organise tranquillement les forces de conservation qui sont à sa disposition, sans invoquer le secours d'un maître, la liberté peut s'établir et se consolider; mais si elle s'abandonne à la même panique qu'en 1850, tout est perdu, une nouvelle période de compression et d'aventures recommencera. Il ne sert à rien d'accuser le socialisme. Les idées socialistes existent aujourd'hui dans tous les pays. Il faut donc apprendre à vivre avec le, « Speche » à le dompter, à le désarmer par la justice et la lumière, sans se ruer dans la servitude pour échapper à sa vue.

Le danger d'une restauration serait d'autant plus grand que celle-ci prendrait forcément une nuance cléricale très-prononcée. Plusieurs causes contribueraient à produire ce résultat. Au milieu de la confusion et du désarroi des autres partis, le parti cléricale grandira et prendra des forces, parce qu'il est organisé, qu'il connaît l'obéissance et la discipline et qu'il a dans chaque commune un ou deux organes répétant sur l'ordre des évêques le même discours, le même appel au sentiment religieux. Un homme qui est dans le malheur fait un retour sur lui-même; il se repent de ses fautes et demande des consolations à la foi de son enfance. Ainsi fera probablement la France. Elle se rejettera plus avant dans la foi catholique, la seule qu'elle connaisse, oubliant le mal que lui a fait le catholicisme en la préparant mal à pratiquer la liberté. Le nouveau souverain fera un pacte avec le clergé, et ce sera le clergé qui dictera les conditions de l'alliance. Quand tout s'écroule, l'Église reste debout, parce qu'elle a ses racines non dans les intérêts matériels que la ruine atteint, mais dans le sentiment religieux que les revers ont précisément pour effet d'exalter. Si du moins la France pouvait trouver le repos dans la restauration du trône appuyé sur l'autel, même au prix d'une partie de ses libertés, je concevrais que les Français, profondément découragés de tant de tentatives vaines, se réfugiassent dans ce port, quelque peu digne qu'il soit de recevoir le noble vaisseau qui a arboré le drapeau de 1789. Mais quelle apparence qu'un régime que l'Italie, l'Espagne, l'Autriche rejettent, puisse de nouveau refleurir dans la patrie de Voltaire. Dès qu'on serait revenu du profond abattement causé par les malheurs actuels, l'esprit qui a fait les révolutions de 1789 et de 1830 se remettrait à souffler et il s'en prendrait à la religion, parce qu'elle se ferait l'appui

de la royauté, à la royauté parce qu'elle favoriserait la religion. Ce serait une nouvelle édition de la restauration avec ces trois difficultés énormes en plus : le suffrage universel, la liberté de la presse et le souvenir récent de la république pour la troisième fois étouffée au berceau.

Ceux qui chercheraient de nouveau le salut dans le despotisme devraient comprendre que ces changements constants de régime épuisent les forces morales de la nation et la font douter de son avenir. Prévost-Paradol se demandait déjà avec épouvante : « Est-ce peut-être le symptôme renaissant d'une maladie incurable qui dévore notre être et qui doit mettre fin à notre existence ? » Et, en effet, ce sont les révolutions continues et l'impuissance de constituer un gouvernement durable qui minent l'Espagne, le Mexique, le Pérou et la plupart des pays catholiques. Chaque régime renversé laisse après lui des partisans qui veulent le rétablir par la force. D'où résulte que la guerre civile est toujours imminente. Le respect de la loi, l'obéissance aux autorités légales, conditions essentielles de tout gouvernement libre, cessent d'exister. Les ressources et l'intelligence des citoyens, au lieu d'être appliquées à des œuvres de progrès sont consumées en luttes stériles, — et plus ce funeste état se prolonge, plus il est difficile d'en sortir. Ces efforts toujours renouvelés et toujours vains d'établir la liberté jetteraient la France dans un découragement mortel et y perpétueraient le désordre et l'esprit de rébellion. Qu'elle ait donc le courage de conserver le régime actuel.

« Plus je regarde, a dit M. Guizot, plus je demeure convaincu que la république, noble forme de gouvernement, est le plus difficile des gouvernements. » La remarque est juste et il faut avouer que la France est peu préparée à la pratique du régime républicain. Mais le régime constitutionnel n'est guère plus facile, car il exige de la modération et de la sagesse de la part de la nation, et de la part du souverain beaucoup de tact et d'abnégation.

La république en France aurait un avantage, c'est que l'avenir travaillerait pour elle. Si elle pouvait durer dix ans, son maintien paraîtrait indéfiniment assuré, tandis qu'après le même temps toute dynastie approcherait probablement de sa chute. Les premières années seraient les plus périlleuses pour la république, les années subséquentes pour la monarchie.

Chacun considérant la couronne comme simplement viagère et regardant comme impossible que le pouvoir soit fixé hérédi-

tairement dans la même maison, il est bien difficile de fonder un édifice monarchique sur ce sable mouvant. Difficultés pour difficultés, autant vaudrait reprendre l'ancienne devise du Palatin polonais : « Je préfère les orages de la liberté au repos de l'esclavage. » *Malo periculosum libertatem quam tranquillam servitutem.* Mais n'est-il pas bien à craindre que la bourgeoisie n'adopte un programme moins héroïque ?

Quel que soit le régime qui l'emporte, une réforme est encore urgente, c'est celle de la presse. La presse, a-t-on dit, est le quatrième pouvoir. Erreur ! c'est l'unique pouvoir, car c'est elle qui forme l'opinion, et l'opinion publique est le vrai souverain. Or, la presse française ne s'est pas élevée à la hauteur de sa mission (1). D'abord, sauf quelques rares exceptions, les journaux ne publient pas de nouvelles ni de documents concernant l'étranger. Le lecteur s'habitue ainsi à ignorer ce qui lui serait essentiel de connaître, et à raisonner comme si la France existait seule. Les feuilles de l'opposition attaquent tout ce que fait le gouvernement, et les feuilles officieuses louent tout aussi indistinctement. Les journaux les plus répandus sont ceux qui vivent sur le scandale et le mensonge. En temps ordinaire, on ne voit pas le mal que cause cette presse malsaine, mais les ravages qu'elle produit éclatent en temps de crise. Une feuille semblable aux grands journaux anglais, aussi bien renseignée et aussi honnêtement rédigée vaudrait mieux pour la France que la meilleure flotte ou la plus forte armée. Entre les livres publiés en Angleterre, en France, en Allemagne, la différence n'est pas marquante ; entre les journaux anglais et ceux des autres pays, il y a une distance énorme. On a cru sur le continent qu'il suffisait d'imiter les formes constitutionnelles du gouvernement anglais. On commence à voir que sans une presse bien informée, raisonnable et puissante, ces formes ne suffisent pas pour fonder la liberté.

En résumé, des dures épreuves que la France traverse main-

(1) Il se publie en France certains journaux admirablement rédigés, et dans un excellent esprit, comme le *Journal des Débats* et le *Temps*. Mais, faisant concurrence aux Revues, ils consacrent la moitié de leurs pages à des revues littéraires. Il en résulte que la place leur manque pour discuter à fond les questions politiques et surtout pour faire connaître la situation des nations étrangères. Aussi, les Français qui veulent se tenir au courant de ce qui se passe à l'étranger sont-ils obligés de s'abonner à un journal belge, l'*Indépendance*. Si la France avait été mieux renseignée, les désastres de la guerre actuelle auraient certainement été évités.

tenant elle peut sortir régénérée, comme la Prusse du désastre d'Iéna. Mais il faut pour cela qu'elle s'impose à elle-même une forte discipline. Elle doit immédiatement consacrer à l'instruction ce qu'elle donnait aux plaisirs, se soumettre à la dure loi du service militaire obligatoire, purifier ses mœurs, apprendre le respect des lois et constituer une presse capable de former les esprits à la pratique des libertés, et de le bien renseigner sur l'étranger. La consolidation de la république soulève de si nombreuses, de si graves difficultés, qu'elle paraît bien difficile; mais une restauration monarchique, inévitable en cas de guerre civile, et facile dans les commencements, n'offrirait aucune garantie de durée. Il est temps que la France se raidisse pour échapper au sort de certains autres pays catholiques, incapables également de supporter un gouvernement régulier et de fonder des institutions libres, et roulant, de révolution en révolution, dans une irrémédiable décadence. Nous espérons ardemment que telle ne sera pas la destinée du grand peuple qui a tant fait pour répandre les idées d'égalité dans le monde, car ce serait un irréparable malheur pour l'humanité tout entière.

ÉMILE DE LAVELEYE. (*Fortnightly Review.*)
